



Le 115 est un bâtiment universitaire vacant depuis plusieurs années. Depuis trois mois, un collectif a aménagé des dortoirs et une cuisine collective pour héberger des mineurs isolés dans l'attente de leur recours. PHOTOS D.C.

Le squat du 115, une bouée fragile pour minots en exil

MARSEILLE

Deux immeubles de la Canebière, les 113 et 115, hébergent des jeunes exilés, la plupart mineurs. Le collectif 115 nous a ouvert la porte de son squat qui devra fermer cet été.

Deux collectifs d'aide aux jeunes migrants occupent séparément depuis plusieurs mois les 113 et 115 la Canebière, des immeubles vacants. L'Établissement public foncier détient le 113 qu'il a acquis des Hôpitaux de Marseille pour 380 000 euros. Pour le 115, il doit le racheter vide 600 000 euros à Aix-Marseille Université (AMU); occupé, sa valeur tomberait à 510 000 euros. « Ils sont une vingtaine au 113 avec quelques jeunes adultes. Nous, on a 37 mineurs », détaille un bénévole du 115 qui nous a ouvert la porte. « On est sept à aider ces gamins le temps de leur recours. Dès qu'ils arrivent, c'est avocat, formation et les dé-

marches pour retrouver leur acte de naissance. Si on n'est pas là, c'est direct la rue car la Dimef ne s'en occupe pas. » Dimef, l'organe du Département décrié pour ses refus d'admissions. « Quelque part, on les arrange bien. En fait, on fait leur boulot. Même le commissariat nous envoie des jeunes », affirme-t-il.

Dans la cage d'escalier, des graffitis marrants : « Anar en carton, fais le ménage avant de parler de révolution ! » Les lieux sont propres, respectés. Dans ces grandes salles pour étudiants, des dortoirs sont installés avec des draps tendus pour ménager une intimité. Deux salles de bains, une grande cuisine, une salle commune où ces garçons au destin bouleversé lisent, écoutent de la musique, dépriment pour certains. Pour la nourriture, c'est la débrouille et une aide mensuelle de 500 euros de Médecins sans Frontières. « C'est souvent des pâtes ou du riz sans sauce. On a encore du mal à gérer maison s'améliore. Ils viennent de la Guinée, du Mali, du Nigeria, du Cameroun, du Maroc, de la Tunisie. Il y a quelques Pakistanais et Afghans. Ce

sont des gamins qui ont saisi une occasion pour partir sans vraiment savoir où ils allaient. » Pour certains, c'est la mort des parents qui les a jetés sur les chemins de l'exil. « Quand ils arrivent à la gare Saint-Charles, le mot circule qu'on est là pour les aider. »

Exil, lutte et culture imprègnent l'immeuble. C'est au 115 qu'un petit homme en drap blanc, bésicles sur le nez, était entré, pieds nus, le 11 septembre 1931 pour s'adresser aux étu-

« Quelque part on les arrange bien. En fait, on fait leur boulot. Même le commissariat nous envoie des jeunes »

Un bénévole du collectif

dants. « J'espère que vous bannirez cette idée que la force c'est simplement les muscles », leur avait dit le Mahatma Gandhi en transit pour Londres. Une autre figure est passée par le 115 : la comtesse Lilly Pastré qui durant la guerre y installa le siège de « Pour que l'Esprit Vive », une œuvre d'assistance aux intellectuels et artistes réfugiés. En 2022, le 115 se veut encore un foyer de résistance pour mineurs en exil. « J'aime l'école. J'attends les résultats du test Casnav. Je voudrais faire mécanicien ou boulanger », dit l'un d'eux, les yeux brillants d'espoir. Justement, deux de ses copains partent pour le lycée Léonard-de-Vinci (7^e) suivre un cours de remise à niveau. « On a beaucoup de chances avec le rectorat. L'Éducation nationale leur ouvre grand les bras, sincèrement et généreusement. On a de super partenaires, Culture du Cœur 13, la Friche, le Théâtre de l'Œuvre, etc. Les minots sont allés voir Soprano ce week-end », se réjouit Fabio du réseau Ramina qui y faisait de l'accompagnement aux droits, à la san-

té, à la scolarité. Mais récemment, la défenestration d'un jeune a rappelé aux autorités l'urgence d'une situation qui se dégrade et n'est plus durable. AMU n'a pas répondu à notre demande d'entretien. « C'est un problème politique. Ce sont des mineurs et le Département continue à ne pas traiter le sujet et à se voiler la face. Résultat, on est dans une urgence humanitaire », s'inquiète de son côté Sophie Camard, la maire GRS de secteur. Le projet de requalification urbaine pèse sur la situation qui englobe les 26 et 28, allées Léon-Gambetta que l'EPF a acquis pour 1,75 million d'euros. De ce vaste îlot compliqué de 4 immeubles doit surgir des bureaux d'entreprises. « On nous demande de partir mais on n'a pas de solution de repli. On n'est pas contre les institutions. Tout ce qu'on veut, c'est mettre à l'abri ces gosses en stress », glisse un militant. Ce papa poule du squat ne veut pas « d'un réveil traumatisant avec la police, un quart d'heure pour faire son sac, cinq jours de gymnase et retour à la rue. »

David Coquille